



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

AUVERGNE – RhôneAlpes*

Signature provisoire : le nom de la Région sera fixé par décret en
Conseil d'Etat avant le 1^{er} octobre 2016, après avis du Conseil
Régional.

Direction départementale des territoires
de l'Allier

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Ouverture d'un milieu en déprise » et « Amélioration de la gestion
pastorale »
« AU_ALA5_HE05 »

du territoire « Natura 2000 Val d'Allier »

Campagne 2016

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

La mesure AU_ALA5_HE05 est composée des engagements unitaires OUVERT01 et HERBE09.

Le premier objectif de cette opération est de rouvrir des parcelles afin de répondre à un objectif de restauration de la biodiversité. En effet la reconquête de milieux ouverts permet une large expression d'espèces animales et végétales inféodées à ce type de milieu. Cette opération peut notamment être utilisée pour rajeunir des habitats d'intérêt communautaire de type landes. Elle répond également à la création de coupure de combustible sur les territoires à enjeu de défense des forêts contre les risques d'incendies (DFCI).

Les surfaces ainsi ouvertes sont destinées à être maintenues en couverts herbacés (prairies naturelles, parcours, landes) exploités par la fauche et/ou le pâturage.

Le second objectif de cette mesure vise le maintien des zones à vocation pastorale (estives, alpages, landes, parcours, pelouses, etc.) composées d'une mosaïque de milieux (strates herbacées et ligneux bas et quelques ligneux hauts).

La richesse biologique de ces espaces est maintenue en évitant le surpâturage ou le sous pâturage. La fixation de conditions d'entretien de ces surfaces trop rigides (chargement instantané maximum et minimum, période de pâturage...) n'est pas adaptée à la préservation des milieux et peut parfois conduire à une dégradation des zones les plus fragiles ou une perte de biodiversité des zones soumises à une forte dynamique.

Cette opération a ainsi pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des estives, landes ou parcours engagées soient utilisées de manière à lutter contre leur fermeture et de favoriser l'adaptation des conditions de pâturage à la spécificité de ces milieux, en se basant sur un plan de gestion pastoral.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide**

de montant annuel de la mesure de 284.44 € par hectare engagé vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est plafonné selon les modalités suivantes :

Tout dossier de demande d'aide au titre d'une MAEC est irrecevable si le montant de la demande est inférieur à 300 € par an.

Les MAEC et leurs cumuls sont plafonnées à l'hectare par type de couvert (autres utilisation de terres : 450 €/ha, cultures annuelles: 600 €/ha, cultures pérennes spécialisées : 900 €/ha).

Les financeurs nationaux ont définis des plafonds d'aide annuels par bénéficiaire pour leurs crédits : 10 000 €/an/exploitant/financeur en Auvergne.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « AU_ALA5_HE05 » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « AU_ALA5_HE05 » les **francs bords (DPF)** de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinanceur au niveau de la mesure.

- les surfaces en herbe des zones agricoles du Domaine Public Fluvial de l'Allier, (francs-bords, pacages), telles que définies dans l'Arrêté préfectoral de location de franc-bord souscrit auprès de la DDE
- et les parcelles attenantes semblables formant une même unité de gestion

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 17 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « AU_ALA5_HE05 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par le Conservatoire d'Espaces Naturels de l'Allier (04 70 42 89 34), un programme de travaux sur les parcelles engagées, incluant un diagnostic initial de l'unité pastorale. Le programme de travaux et le plan de gestion pastorale devront être réalisés au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.	Sur place	Programme de travaux	<i>Définitif</i>	<i>Principale</i>	<i>Totale</i>
Mettre en œuvre le programme de travaux d'ouverture : <ul style="list-style-type: none"> - respect de la période d'intervention : 1er octobre au 1er mars (idéal : mois d'octobre). - Respect des zones et des espèces ciblées pour la réouverture : Prunellier (<i>Prunus spinosa</i>), Aubépine (<i>Crataegus monogyna</i> ou <i>laevigata</i>) et Eglantier (<i>Rosa canina</i>). - Respect de la période d'interdiction d'intervention : 1er juin au 31 Juillet. 	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	<i>Définitif</i>	<i>Principale</i>	<i>Totale</i>
Mettre en œuvre le programme de travaux d'entretien : <ul style="list-style-type: none"> - Respect de la période d'intervention : mois de mai. - Respect du nombre d'entretien : 2 sur les 5 ans. - Respect de la périodicité des entretiens : en N+1 et N+2 	Sur place : documentaire et visuel	Programme de travaux, cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	<i>Définitif</i>	<i>Principale</i>	<i>Totale</i>

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide (suite)	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mise en œuvre du plan de gestion pastorale sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Plan de gestion et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés*	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

* Absence de produits phytosanitaires sauf désherbage chimique par traitement localisé visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Règles spécifiques éventuelles :

Le **programme de travaux d'ouverture** doit être établi de préférence avant le dépôt de votre demande d'engagement et dans tous les cas au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de votre demande par une structure agréée. Pour le territoire Natura 2000 du Val d'Allier c'est le Conserva-

toire d'Espaces Naturels de l'Allier qui le réalisera (04 70 42 89 34), sur la base d'un diagnostic initial de ces surfaces. Ce programme doit être établi de préférence avant le dépôt de votre demande d'engagement et dans tous les cas au plus tard le 1er juillet de l'année du dépôt de votre demande.

La réalisation préalable d'un programme de travaux d'ouverture et d'entretien spécifique à la zone contractualisée est obligatoire. Ce programme fait partie intégrante de la note de gestion liée à la contractualisation de la mesure AU_ALA5_HE05.

Contenu de la note de gestion pastorale :

1. Diagnostic

- Informations générales : Localisation, Statut parcelle, Surface :
- Pratiques : Exploitant, Pâturage sur le Franc-bord, Autres interventions
- Patrimoine naturel : Impact visuel du pâturage sur la végétation, Présence d'espèces et d'habitats d'intérêt patrimonial, Présence d'espèces invasives, Présence d'habitats particulièrement dégradés

2. Préconisations d'entretien

- Rappel réglementation des arrêtés de location de francs bords, de la réserve naturelle du Val d'Allier (Pour les îlots situés sur le périmètre)
- Gestion pastorale : Préconisations générales, Préconisations propres au pacage
- Gestion du patrimoine naturel
- Gestion des espèces envahissantes
- Préconisation de réouverture, reconnexion de surfaces en herbe Nécessité ➔ Oui Non

3. Programme de travaux d'ouverture et d'entretien

- Description : Type d'ouverture, localisation, surface, type de végétation :
- Ouverture : Matériel, période, modalités
- Entretien : Matériel, période, modalités

La note de gestion sera adaptée à la situation de chaque unité pastorale que vous souhaitez engager, au regard de son potentiel agronomique et des objectifs de préservation de la biodiversité sur ces surfaces. Elle sera établie par le Conservatoire des Sites de l'Allier, sur la base d'un diagnostic initial de ces surfaces.

Elle pourra être ajustée annuellement ou certaines années selon les conditions climatiques, par la structure agréée, le Conservatoire des Sites de l'Allier, dans le cadre du suivi qu'elle propose pour vous accompagner dans la mise en œuvre de cette mesure.

Cette mesure concernant des parcs de pâturage incluant des surfaces en herbe mais également des zones non végétalisées, des pelouses, des fourrés et des boisements imbriqués sur de vaste surface, il n'est pas possible de fixer une charge minimale et maximale. Le cahier des charges de la note de gestion établira plutôt un engagement sur le nombre d'animaux (correspondance UGB à l'année sur ces surfaces).

Contenu du plan du programme de travaux d'ouverture :

- Période pendant laquelle l'ouverture des parcelles doit être réalisée : 1^{er} octobre au 1^{er} mars (idéal : mois d'octobre).
- Ouverture sur les épines uniquement : Prunellier (*Prunus spinosa*), Aubépine (*Crataegus monogyna* ou *laevigata*) et Eglantier (*Rosa canina*).
- Export non obligatoire des produits de broyage
- Implantation d'une prairie non autorisée après travaux d'ouverture

- Si présence de Robinier, conserver les plants en haut jet pour éviter la multiplication des rejets
- Période pendant laquelle l'entretien des parcelles doit être réalisé : n+1 et n+2 en mai sur les zones qui ont été ouverte dans le cadre de la mesure.

6. LE CAHIER D'ENREGISTREMENT DES INTERVENTIONS

La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.

Modèle du cahier d'enregistrement des interventions :

L'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- Type d'intervention ;
- Dates ;
- Matériels utilisés.
- Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB correspondantes ;
- Pose des clôtures, des points d'eau : dates et localisation ;
- Affouragement : dates et localisation.